

Paris, 19 avril 2013

Colloque « La démocratie : une valeur spirituelle »

Collèae des Bernardins

Discours de
S.E. M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la
Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

C'est avec un grand plaisir que je retrouve, une nouvelle fois, le Collège des Bernardins, son projet exigeant, porté à ses débuts par le Cardinal Lustiger et aujourd'hui par le Cardinal André Vingt-Trois, son projet généreux, parce que nous avons plus que jamais besoin, en cette période de troubles et de métamorphoses, d'enceintes vouées à la réflexion, au débat et au dialogue, pour appréhender, dans un esprit dépassionné et constructif, notre avenir commun. Je vous remercie donc de m'avoir convié à joindre ma voix à celle de tous ceux qui, durant ce colloque se sont saisis de cet enjeu essentiel qu'est la démocratie.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons changé de siècle, nous avons changé de millénaire, nous avons changé de monde.

Et dans ce grand franchissement, marqué, pour certains, par la chute du Mur de Berlin, pour d'autres, par les attentats du 11 septembre 2001, pour d'autres encore, par le processus irréversible de mondialisation et la crise économique et financière de 2007, la démocratie a été au cœur de toutes les étapes.

Source d'espérance, elle est venue nourrir, des pays d'Afrique aux pays d'Europe centrale et orientale, la vague de démocratisation amorcée dans les années 80, qui, ici où là, a laissé place, parfois, au désenchantement causé par des régressions ou des crises violentes, notamment postélectorales.

Arborée tel un étendard, la démocratie a été cette noble fin qu'est venue annuler la violence des moyens et le recours à la force armée pour l'imposer.

Elle est aujourd'hui, notamment en Europe, menacée par les populistes et les extrémismes de tout bord, comme régulièrement en période de crise profonde.

Peut-être demandons-nous trop à la démocratie.

Ou peut-être ne lui demandons-nous pas assez, oubliant comme le disait Emmanuel Mounier que « la démocratie est à repenser continuellement », et j'ajouterais : plus encore dans cette époque de mutations profondes et inédites.

Car en dernier ressort, malgré ces avatars, la démocratie demeure, encore et toujours, comme le meilleur gage du respect de la dignité, de la liberté et des droits fondamentaux, comme le meilleur gage de la stabilité et de la paix.

Repenser la démocratie, aujourd'hui, c'est d'abord repenser la démocratie nationale, en admettant, enfin, que s'il existe un ensemble de corps de

principes, leur mise en œuvre ne saurait, pour autant, être imposée à tous, partout, comme un modèle absolu à reproduire.

Et ceux qui, dans leur volonté de démocratisation à marche forcée du monde, ont omis de prendre en compte la diversité des contextes historiques, économiques, sociaux, culturels, qui ont omis de considérer que la mise en place d'institutions démocratiques et la tenue d'élections ne suffisait pas à garantir une gouvernance de qualité, qui ont omis de considérer que l'enracinement de la démocratie était un long processus d'intériorisation d'une culture, sont, en partie, comptables des démocraties de façade voire des situations de chaos qui se sont installées ici ou là.

Repenser la démocratie, c'est aussi repenser la démocratie nationale en acceptant de prendre la dimension du monde, en acceptant le fait que les Etats sont désormais confrontés à des enjeux qui les dépassent, et que cela implique une prise en charge et une résolution collective de problèmes devenus globaux, quand bien même les effets se font, chaque jour un peu plus, ressentir à l'échelle locale.

Aucun Etat, si puissant soit-il, n'est en mesure de lutter, seul, contre la volatilité des marchés financiers, la pauvreté extrême, la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique, le terrorisme et le crime internationalement organisés, les prises de pouvoir par la force, les pandémies, ou les mouvements migratoires.

Et ceux qui prétendent s'y employer, prennent le risque d'exhiber leur impuissance, et de susciter chez les citoyens, frustration, désaffection pour la politique, et rejet violent des politiques.

Repenser la démocratie, aujourd'hui, c'est repenser la démocratie nationale en acceptant de prendre la dimension multiculturelle de nos sociétés, sans dissoudre l'altérité, ni l'exacerber.

Repenser la démocratie, aujourd'hui, c'est aussi vouloir penser la démocratie internationale, en acceptant notre interdépendance et notre interaction, en acceptant que l'inefficacité de l'exercice solitaire du pouvoir par les Etats, si légitime soit-il, fasse place à l'efficacité de l'exercice collectif du pouvoir par des organisations internationales ou régionales, dotées à leur tour d'une réelle légitimité.

Et ceux qui persistent, au nom de rapports de puissance dépassés, à vouloir maintenir leur suprématie et protéger leurs intérêts au sein de ces organisations, en bloquant, par exemple, la réforme du conseil de sécurité et

du droit de veto à l'ONU, ou encore la réforme des Institutions de Bretton Woods, prennent le risque de renforcer la diplomatie de la contestation au détriment d'une diplomatie de la concertation, seule à même de garantir un multilatéralisme efficient.

Je pense, également, à la construction européenne, à cet idéal européen, dangereusement remis en cause, aujourd'hui, par certains, au nom de la légitimité de ses pouvoirs et décisions.

Je pense, aussi, à ces acteurs économiques, à ces organismes transnationaux qui sont devenus plus puissants que nombre d'Etats et qui exercent un pouvoir sans contrôle.

La démocratie nationale se saurait sortir renforcée d'une absence de démocratie internationale. C'est dire que nous avons non seulement l'impérieuse nécessité de refonder la grammaire de la démocratie nationale à la lumière des défis et enjeux nouveaux, mais qu'il nous faut aussi imaginer et créer, au plus vite, les voies et moyens de démocratiser les relations internationales et la mondialisation sur la base de la légitimité et de la représentativité.

Mais ce double exercice risque d'être fort compromis, s'il ne s'accompagne d'une analyse sans concession de la crise de valeurs que nous traversons.

Car considérer la démocratie uniquement comme une construction politique qui se définit par des procédures, qui s'incarne dans l'Etat de droit, qui s'exprime dans le principe de la séparation des pouvoirs et la représentation du peuple, Considérer la démocratie uniquement comme le moyen pour les citoyens d'influer sur les choix opérés et les solutions adoptées pour pouvoir vivre ensemble, c'est dénaturer la démocratie et la mettre en péril. Car la démocratie réduite à un système de gouvernement ne saurait garantir que l'on fasse société.

« Ce n'est pas seulement pour vivre ensemble, mais pour bien vivre ensemble qu'on forme un Etat. » disait Aristote.

Et de fait, faire société, ce n'est pas simplement coexister, ce n'est pas simplement cohabiter, c'est vouloir dépasser les individualismes, les communautarismes, les antagonismes, les inégalités, pour se projeter, ensemble, dans un projet commun et des valeurs communes, c'est vouloir transcender nos différences pour faire unité. Et cette double exigence vaut à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale.

La démocratie ne pourra s'accommoder très longtemps du laisser-faire hyper libéral sans entraves, sans conscience et sans éthique dont les effets économiques, sociaux, culturels, environnementaux se font sentir partout et sur tous, notamment sur les plus fragiles.

« Une seule misère suffit à condamner une société, écrivait Charles Péguy. Il suffit qu'un seul homme soit tenu, ou sciemment laissé dans la misère pour que le pacte civique tout entier soit nul. »

Or jamais, nous n'avons produit tant de richesses et suscité tant de pauvreté.

Jamais les inégalités n'ont été aussi creusées, tant entre pays développés et en voie de développement, qu'à l'intérieur des pays riches et même des pays pauvres.

La démocratie ne pourra s'accommoder très longtemps du laisser-vivre hyper consumériste, parce que cela revient, à terme, à transformer le citoyen en consommateur, et donc à le dédouaner de ses devoirs vis-à-vis de la Cité et de sa responsabilité vis-à-vis de la communauté, l'engagement civique devenant même objet de marchandage.

La démocratie ne pourra s'accommoder très longtemps du laisser-être hyper individualiste, parce que l'intérêt général ne sera jamais l'addition des intérêts particuliers. Qu'il soit le fait des individus, des gouvernants, ou des Etats, l'individualisme finit inmanquablement par conduire à l'indifférence et à l'égoïsme, à la corruption et aux conflits d'intérêt, à l'isolationnisme et l'unilatéralisme, et en dernier ressort à la justification du recours à la violence.

La démocratie ne pourra s'accommoder très longtemps du prêt-à-penser hyper uniformisateur, parce que l'absence d'expression de la diversité culturelle ne peut que susciter la radicalisation des passions identitaires.

En d'autres termes, la démocratie ne pourra s'accommoder très longtemps de cette société hyperbolique.

« Toute vertu est fondée sur la mesure » disait Sénèque et c'est cette juste mesure, cet équilibre qu'il nous faut retrouver en toute chose parce que nous savons bien que les grandes catastrophes et les grandes tragédies de l'Histoire sont toujours nées de l'excès.

Cela suppose que nous changions de mentalité, pour que nos comportements individuels et collectifs renouent avec cette valeur fondamentale qu'est la

responsabilité : responsabilité vis-à-vis d'autrui, responsabilité vis-à-vis de la famille humaine, responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Cela suppose que nous changions de perspective, pour que l'économie et le pouvoir cessent d'être une fin en soi, et que nous remettions la personne humaine, sa dignité, sa liberté, ses droits fondamentaux, au centre de nos préoccupations, de nos engagements, de nos institutions.

Cela suppose que nous intégrions, en pensées et en actions, que l'Humanité est une, et que nos destins individuels et nationaux sont, comme jamais, irrémédiablement liés, et que le moment est venu de rechercher, en toute conscience, ce qui nous rapproche plutôt que ce qui nous sépare, en privilégiant le dialogue, la confrontation d'idées et de visions afin de parvenir à cet « accord conciliant » cher à Léopold Sédar Senghor.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons vivre la solidarité comme une valeur et non comme une forme de péréquation dictée par une approche gestionnaire de la vie en communauté.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons vivre la tolérance, le respect de la diversité et l'acceptation de l'autre dans sa différence de culture, de religion, comme une valeur et non comme un slogan dicté par la peur du choc des civilisations, ou pire comme l'instrument d'un relativisme culturel et du rejet des valeurs universelles.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire prospérer la démocratie, parce que la démocratie n'est pas un acquis, elle est un effort permanent, un idéal exigeant qui doit sans cesse être alimenté, vivifié, régénéré dans un élan où chacun doit donner le meilleur de lui-même et livrer sa part d'humanité.

Je laisserai, à cet égard, mes derniers mots à Hanah Arendt, qui disait :
« Le plus difficile en période troublée n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître. »

Je vous remercie.